



# **FONCTIONNAIRES : ARTISANS DU BIEN ÊTRE SOCIAL**



***L'Europe libérale l'exige : les services publics, le statut de la Fonction Publique, la Protection sociale solidaire doivent disparaître !***

Conquête de la libération, les services publics subissent aujourd'hui une offensive sans précédent. Ils reculent au profit des entreprises privées. D'usagers nous devenons «clients», les tarifs sont fixés sans transparence et seuls ceux qui peuvent payer ont accès au service. L'égalité territoriale n'est plus assurée...

## ***Mais au fait, c'est quoi le service public ?***

C'est une activité exercée directement par l'État, ou par une collectivité territoriale, dans le but de satisfaire un besoin d'intérêt général sans recherche de bénéfices. Par extension, le **service public** désigne aussi l'organisme qui a en charge de garantir ces missions.

**CARACTERISTIQUES du service public** : **continuité, égalité, neutralité et laïcité**. La neutralité des fonctionnaires assure un égal accès aux usagers quels que soient leurs moyens financiers, leur lieu de résidence, leur origine sociale, religieuse ou ethnique.

**FINANCEMENT**: Les grandes entreprises publiques nationales ont déjà été payées par les usagers! Le financement des services publics est garanti par l'impôt et par le revenu socialisé en ce qui concerne la Sécu. Ils devraient donc être gratuits ou à moindre coût.



Les fonctionnaires assurent donc ce service public, **et on voudrait des fainéants!**

Ce sont des militaires, secrétaires en mairie, médicales, en ministère, adjoints administratifs, directeurs d'école, de lycée, directeurs d'hôpitaux, de maison de retraite, cuisiniers, ingénieurs, techniciens, comptables, inspecteurs des impôts, du travail, du permis de conduire, professeurs des écoles, des lycées, des universités, ATSEM, médecins, infirmiers, aides-soignants, auxiliaires de vie, assistants sociaux, techniciens de labo, éboueurs, ouvriers du bâtiment, jardiniers, policiers, éducateurs, douaniers, pompiers, agents d'accueil, routiers, contrôleurs, conseillers de la SECU, de la CAF, de Pôle emploi, des impôts,....

## Dépeçage des services publics : une belle continuité !

- 2007 : Révision Générale des Politiques Publiques
- 2012 : Modernisation de l'Action Publique
  - Un seul objectif: **11 milliards d'euros de dotations en moins**, réduire le nombre de fonctionnaires en restructurant et en dématérialisant les services de proximité.
- 2017 : Macron veut amplifier la casse sous prétexte de « modernisation » et de « cohésion des territoires » en détruisant les services publics (déjà payés par les contribuables!) et en économisant sur le dos des usagers et des salariés (fin du financement paritaire de la protection sociale, du chômage et des retraites) pour augmenter les dividendes des actionnaires.



Les Lois de Finances et celle de financement de la Sécurité Sociale adoptées sous l'actuel quinquennat ont organisé l'asphyxie et l'étranglement budgétaires de toutes les dimensions de l'action publique : celles de l'Etat, des collectivités territoriales, des hôpitaux, des établissements de l'action sociale, et plus largement encore de la Sécurité sociale.

Alors que les sommes perçues par les actionnaires n'ont jamais été aussi élevées qu'en 2016 (56 mds d'€), Macron veut imposer une cure d'austérité supplémentaire de 60 milliards d'euros aux services publics.

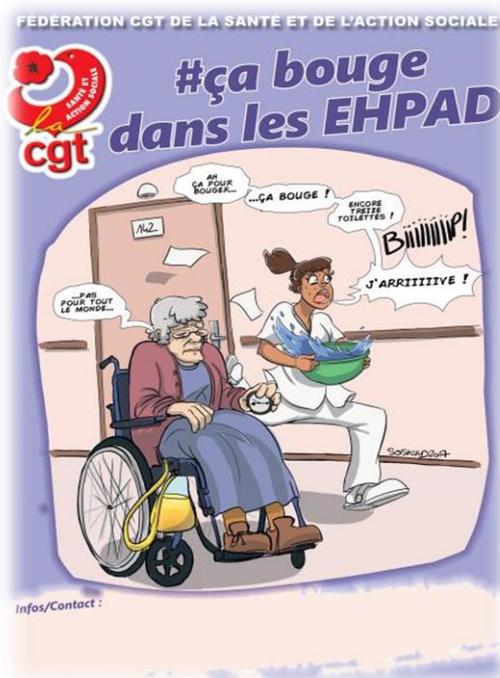
Il annonce 120 000 suppressions de postes dans la fonction publique. Les emplois disparaissent aussi à la Poste (fermeture de 4000 bureaux en France et privatisation à la clef), à la SNCF (1200 suppressions de postes en 2017), à Pôle Emploi, à la CAF, à la CARSAT, à la CPAM, à l'hôpital ... ! Edouard Philippe confirme cette volonté de casse en parlant de la **dématérialisation des services publics** comme d'un « objectif simple » qui serait atteint...grâce à une plate-forme centrale commune aux administrations et ministères.



**Quand « modernisation » devient « dématérialisation » et « déshumanisation »,** de nombreux usagers, surtout en situation de précarité, renoncent à accéder aux services publics. La confidentialité et l'égalité de traitement sur le territoire sont bafoués, le passage au « tout numérique » met gravement en cause les principes fondamentaux du service public tels qu'égalité d'accès des usagers et égalité de traitement et permet fichage des usagers, abandon des missions, flicage des agents et suppression de milliers d'emplois, fermetures de sites...

Le résultat de cette politique sera simple : un service public déshumanisé totalement inadapté aux personnes en difficulté ou dans une situation de précarité. Il en résultera, quand ce n'est pas déjà le cas, une inégalité d'accès aux services entre les usagers qui ont les moyens et les autres.

**Pour les fonctionnaires**, les pertes de pouvoir d'achat s'accumulent comme jamais, les qualifications ne sont plus reconnues, les déroulements de carrière sont étriqués et misérables. La précarité s'étend dans le service public. **Bien loin de la Haute Fonction Publique**, il existe aujourd'hui un grand nombre de fonctionnaires pauvres.



Les agents de la Fonction Publique, avec la CGT, sont en lutte partout en France dans les hôpitaux, les maisons de retraite, les prisons, les écoles, les collectivités territoriales,... pour obtenir des moyens supplémentaires afin d'accomplir leurs missions et de répondre à vos légitimes attentes en termes de services publics. Parce qu'ils ont une autre idée de leur mission et qu'ils considèrent que le lien social abouti passe par un contact de proximité, un service et des soins de qualité.

## **USAGER, FONCTIONNAIRES NOUS SOMMES TOUS CONCERNES PAR LES SERVICES PUBLICS !!**

### **Nous sommes tous concernés :**

- Pour la défense du statut des fonctionnaires.
- Pour des créations d'emplois statutaires et la titularisation des emplois précaires.
- Pour une revalorisation des salaires gelés encore une fois.
- Pour l'abrogation de toutes les lois mettant à mal notre service public.
- Pour l'arrêt de la hausse de la CSG.
- Pour la reconnaissance du travail effectué dans le déroulement de carrière, et l'arrêt de toutes formes de salaire au mérite.
- Pour l'amélioration des conditions de travail.
- Pour le refus du rétablissement du jour de carence.
- Pour l'arrêt des suppressions de services et d'activités.

# LES SERVICES PUBLICS OU LE RETOUR À LA CHARITÉ, J'AI FAIT MON CHOIX

**FIER-E-S**  
D'ÊTRE  
**FONCTIONNAIRES !**



**Vous ne voulez pas en rester-là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.**

## **Bulletin de contact et de syndicalisation**

Nom : .....Prénom : .....

Adresse .....

Code postal : .....Ville : .....

Téléphone : .....Courriel : .....

Âge : .....Profession : .....

Entreprise (nom et adresse) : .....

Bulletin à renvoyer à L'Union Départementale CGT 64, 49 avenue Dufau 64000 PAU

Téléphone : 05 59 27 13 21, courriel : [cgt.64@wanadoo.fr](mailto:cgt.64@wanadoo.fr).

Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur [lacgt64.org](http://lacgt64.org)